

Unité inter-départementale Gard-Lozère
4 av de la gare
BP 132
48005 Mende cedex
uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Nîmes, le 28/01/2025

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CC DE CEZE CEVENNES

Lieu - dit Figeyrettes
30160 Bordezac

Références :

Code AIOT : 0018100013

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement CC DE CEZE CEVENNES implanté Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CC DE CEZE CEVENNES
- Lieu - dit Figeyrettes 30160 Bordezac
- Code AIOT : 0018100013 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Par arrêté préfectoral n° 2004-20 du 13 mai 2004, la Communauté de Communes Cévennes Actives a été autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets ménagers à Bordezac, lieu-dit «La Figeyrette», à proximité immédiate d'un centre d'enfouissement technique existant, autorisé par arrêté préfectoral du 17 février 1992.

L'installation, mise en service en 2009, présente les caractéristiques suivantes:

- superficie du terrain: 13 ha 86 a 70 ca,
- superficie de la zone à exploiter: 8 100 m² en 3 alvéoles de 2300, 2300 et 3500 m²,
- capacité totale de stockage: 71 000 m³ – 64 000 t,

- quantités annuelles apportées: 2 400 m³ - 2150 t,
- autorisation accordée jusqu'au 31 décembre 2034.

Suite à la réforme de l'intercommunalité, la communauté de communes Cévennes Actives a cessé d'exister le 1er janvier 2013, puis a été intégrée dans la communauté de communes de Céze Cévennes. Le changement d'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral n° 2014-02 du 6 janvier 2014.

L'origine géographique des déchets reste inchangée.

L'ISDND est mitoyenne d'une installation de stockage de déchets inertes (ISDI), dans le même périmètre de l'exploitation, exploitée par la communauté de communes et autorisée par arrêté préfectoral n° 2008-161-18 du 9 juin 2008 pris en application de l'article L 541-30-1 du code de l'environnement. Suite à la modification de la nomenclature des installations classées, cette ISDI est devenue une ICPE depuis le 1er janvier 2015.

L'exploitant a déclaré au cours du mois de septembre 2019 la création d'une installation de broyage de déchets verts relevant de la rubrique 2794 sous le régime de la Déclaration (supérieure ou égale à 5 t/j mais inférieur à 30 t/j).

Contexte de l'inspection : Actions nationales 2024 | Risques accidentels

Thèmes de l'inspection : Action régionale 2024 | Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté

préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

En dehors des points de contrôles détaillés dans la partie des constats, l'inspecteur appelle l'attention de l'exploitant sur l'accumulation de terre dans le bassin de collecte des eaux de ruissellement. Il doit être nettoyé afin de garantir son volume, et des mesures préventives doivent être mises en œuvre. En outre, il revient à l'exploitant de s'assurer de l'absence de rejets de débris dans le milieu par l'exutoire du bassin. L'inspecteur constate en effet la présence de débris divers dans le bassin et une simple grille au maillage large à l'entrée de l'exutoire.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis	Mise en demeure, respect de prescription	3 Mois
2	Dispositif de détection incendie	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	Mise en demeure, respect de prescription	6 Mois
4	Formation à la conduite d'engins	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33	Demande de justificatif à l'exploitant	30 Jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan de défense incendie est incomplet. Le massif de déchets n'est pas doté d'un système de détection incendie, et la réalisation d'une ronde avant le départ du personnel n'est pas mentionnée dans la/les fiches de poste concernée(s). Ces non-conformités à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 font l'objet d'une proposition de mise en demeure.

En outre, pour se mettre en conformité à l'article 33 de ce même arrêté ministériel, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées -sous 30 jours- la formalisation de l'information qui doit être délivrée au personnel extérieur au sujet des risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis
Thème(s) : Risques accidentels - défense incendie
Prescription contrôlée : I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie. Ce plan ne précise cependant pas les "mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement". De même, ce plan ne précise pas "les mesures nécessaires pour que [les services d'incendie et de secours] n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre" en périodes non ouvrées. Enfin, le plan de défense incendie ne comporte pas de plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre". En l'état, le plan de défense incendie n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 33 bis de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compléter le plan de défense incendie avec les éléments détaillés dans l'encart "constats" ci-dessus.

Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Avec suites


Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Dispositif de détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels - Risque incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VI. La zone en cours d'exploitation et les autres zones désignées dans le plan de défense contre les incendies défini à l'article 33 bis sont équipées d'un dispositif de détection des départs d'incendies, opérationnel de manière permanente, correctement installé, entretenu et régulièrement testé.</p> <p>Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité.</p> <p>Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.</p> <p>Les modalités d'application du présent VI sont précisées dans le plan de défense incendie de l'exploitant</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas déployé de système de détection incendie. Il présente un devis établi par une société spécialisée le 5 novembre 2024. L'exploitant déclare poursuivre la recherche d'un prestataire, avec un objectif de mise en œuvre d'un système de détection au premier trimestre 2025.</p> <p>Concernant la ronde organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel, l'exploitant déclare qu'elle est effectuée. L'inspecteur demande la transmission d'une fiche de poste prévoyant la réalisation de cette ronde de surveillance du massif de déchets en fin de journée, ou tout autre justificatif de la réalisation de ladite ronde selon les dispositions de l'article 16 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p> <p>Ces faits constituent des non-conformités à l'article 16 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Mettre en œuvre un système de détection incendie notamment au niveau du massif de déchets, et transmettre un justificatif de la réalisation d'une ronde en fin de journée.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 Mois

N° 3 : Moyen d'alerte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16
Thème(s) : Risques accidentels - Risque incendie
Prescription contrôlée : VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant et ses représentants sur le site dispose de lignes de téléphone fixe et mobiles.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 4 : Formation à la conduite d'engins

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33
Thème(s) : Risques accidentels - Risque incendie
Prescription contrôlée : IX. Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats : Un salarié effectue des opérations à l'aide d'un engin sur le massif de déchets. Il est titulaire du CACES R372m délivré le 12/03/2018, présenté à l'inspecteur. Des matériaux utilisables pour le recouvrement en cas de sinistre sont entreposés à proximité des casiers. L'exploitant déclare que des personnels extérieurs au site (agents de la collectivité) interviennent pour les travaux d'entretien et de débroussaillage. Il déclare délivrer une information sur les risques incendie du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre. Cette information n'est pas formalisée. Ce fait constitue une non-conformité à l'article 33 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Formaliser l'information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 Jours